Document generated on 10/12/2024 4:59 a.m.

Études internationales

Khalidi, Rashid et Mansour, Camille (Eds.) *Palestine and the Gulf*. Proceedings of an International Seminar, IPS, Beirut, November 2-5, 1981, Beirut, Institute for Palestinian Studies, 1982, 353 p.

Norma Salem and Nelly Najjar

Volume 15, Number 2, 1984

URI: https://id.erudit.org/iderudit/701685ar
DOI: https://doi.org/10.7202/701685ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Salem, N. & Najjar, N. (1984). Review of [Khalidi, Rashid et Mansour, Camille (Eds.) *Palestine and the Gulf*. Proceedings of an International Seminar, IPS, Beirut, November 2-5, 1981, Beirut, Institute for Palestinian Studies, 1982, 353 p.] *Études internationales*, *15*(2), 451–453. https://doi.org/10.7202/701685ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1984

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

tions soviétiques ne pouvant être que bénignes et complices et celles des Américains, la sécurité de l'État juif sera d'autant mieux assurée que l'« option nucléaire » y sera, toujours selon l'auteur, plus franchement affirmée.

Il n'en reste pas moins qu'une nucléarisation « ouverte » de la stratégie israélienne comporterait quelques effets négatifs. Les uns, pris en compte par Shai Feldman, seraient d'accélérer le processus d'accession des Arabes à la capacité nucléaire propre, il ressort de la littérature politique des Arabes que la dissuasion de ceux-ci demeurerait inaltérée d'autant que les Israéliens prendraient la précaution de baser leurs forces nucléaires de seconde frappe à proximité des zones de peuplement arabe (p. 97); une dissymétrie spatiale et démographique évidente en faveur des Arabes ne procurerait donc à ceux-ci qu'un avantage illusoire. D'autres arguments cependant, sous-estimés dans la discussion, militent en faveur d'une incertitude savamment dosée (capacité virtuelle ou « bombe-dans-la-cave »): suffisamment affirmative pour suggérer aux Arabes à quoi s'en tenir – ce qui ne les a cependant pas empêchés de déclencher la guerre d'Octobre 1973 – l'« option nucléaire » israélienne est assez vague pour faire l'économie de réactions embarrassées de Washington et de Moscou si modérément négatives soient-elles. Pourquoi donc y renoncer?

On peut se demander si une certaine myopie politique ne se constate pas également en ce qui concerne l'appréciation des perceptions israéliennes et arabes à l'égard des Territoires occupés, ceux-ci étant témérairement réputés plus chers aux Arabes qu'aux Israéliens. La conséquence qui en est tirée mérite au moins d'être rapportée: plus proche sera-t-on des limites de 1967, plus aisé sera le passage de la « dissuasion générale » à la « dissuasion spécifique » (la seule qui soit opérationnellement utile) et « plus il [Israël] sera à même de réussir à décourager (*to deter*) par ses armes nucléaires stratégiques des défis de faible niveau » (p. 103). Pour optimiser le rendement de son outil nucléaire qui, de toutes façons, lui assure une sécurité maximum, Jérusalem a donc tout intérêt à restituer les territoires occupés. Quelques précautions compléteront l'efficacité de cette stratégie: s'abstenir de recourir aux armes nucléaires tactiques qui sont anti-dissuasives et renoncer aux systèmes stratégiques constituant à l'égard de l'Union soviétique une menace dangereusement provocatrice.

Tel est peut-être le passage le plus hardi d'un ouvrage, proche de la thèse de doctorat dont il constitue en quelque sorte une seconde version et d'où il tire sans doute son académisme extrême mais aussi ses qualités d'information, de raisonnement et de clarté, inspirées des meilleurs théoriciens dont les plus cités sont, entre autres, R. Aron, B. Brodie P. Gallois et S. Rosen. Dans le champ d'application moyen-oriental, certains auteurs, résolument anti-nucléaires, comme Y. Evron sont courtoisement mais fermement critiqués, d'autres par contre, dont les positions de l'auteur sont proches, sont à peine évoqués, tel S. Aronson, auteur d'articles remarqués sur les « options nucléaires » d'Israël et du Moyen-Orient.

De toute façon, le débat reste ouvert, au Moyen-Orient comme ailleurs, entre les « nucléaires » et les « anti-nucléaires », mais au moment de refermer le livre de S. Feldman, on constatera une fois de plus que les plus « nucléaires » en stratégie ne sont pas les moins flexibles en politique. Devant les désastres de l'actualité moyen-orientale, on sera même tenté de se demander, avec l'auteur, si au jeu dangereux d'une stratégie régionale atomique, la stabilité du Moyen-Orient ne gagnerait pas quelque avantage.

Louis-Jean DUCLOS

Centre d'études et de recherches internationales, Paris

KHALIDI, Rashid et MANSOUR, Camille (Eds.) *Palestine and the Gulf*. Proceedings of an International Seminar, IPS, Beirut, November 2-5, 1981, Beirut, Institute for Palestine Studies, 1982, 353 p.

L'Institut des Études Palestiniennes – qui est un organisme arabe de recherches sans but lucratif, non affilié à un gouvernement, un groupe ou un parti politique quelconque et dont les publications n'engagent que leurs auteurs – a rassemblé dans un ouvrage intitulé « La Palestine et le Golfe » une série de 12 conférences données au cours d'un séminaire international qui s'est tenu dans ses locaux à Beyrouth du 2 au 5 novembre 1981. On ne peut qu'applaudir à une telle initiative, car même si la qualité de ces conférences est inégale, elle ne constituent pas moins matière à réflexion sur un problème aussi complexe et

controversé que la crise du Moyen-Orient et la question palestinienne.

Pourquoi « la Palestine et le Golfe »? Rashid Khalidi et Camille Mansour qui coéditent l'ouvrage estiment que le lien entre les deux a été mis en lumière surtout à partir de 1979, au lendemain de la révolution iranienne, de l'intervention soviétique en Afghanistan et de la guerre Irako-Iranienne. Ils l'expliquent par la proximité des États du Golfe avec Israël, la présence de près de 15 % de la population palestinienne totale dans les pays arabes du Golfe et l'intérêt que porte Israel à l'Iran depuis l'époque du Chah. Explication qui, nous semble-t-il, est quelque peu insuffisante.

Mohamed al-Rumaihi va plus loin. Traitant des facteurs de changement socio-économique dans le Golfe, il affirme que le principal problème auquel les responsables de la région ont à faire face est l'impact de la révolution palestinienne sur leurs régimes. C'est pourquoi, selon lui, l'Arabie séoudite en particulier aurait adopté comme principe de base de sa politique la protection des lieux saints islamiques et qu'elle oeuvre, par conséquent, pour la libération de Jérusalem. Rumaihi souligne toutefois que les Palestiniens résidant dans les pays du Golfe ne constituent pas une menace pour le statu quo dans cette région, en raison de la liberté dont ils jouissent et de leur relatif confort matériel.

Les sujets sont regroupés sous 3 thèmes: données générales, acteurs internationaux et acteurs régionaux. Les données générales, surtout celles fournies par Pierre Terzian sur le pétrole, sont fort intéressantes. L'auteur rappelle notamment que les États-Unis ont considérablement réduit leur dépendance du Golfe, que l'Union soviétique continuera d'assurer son autosuffisance, si elle ne devient pas exportatrice, tandis que l'Europe, le Japon et les pays en développement resteront dépendants des importations couvertes à moitié par le Golfe, enfin que personne n'est plus dépendant de ce pétrole que les pays du Golfe eux-mêmes, l'or noir couvrant 70 à 90 % de leurs revenus budgétaires.

Mais c'est l'exposé d'Elias Shoufani, sur Israël et le Golfe, qui se démarque de tous les autres. Il traite de la rivalité entre Israël et les États arabes dans le cadre de ce qu'on appelle la « doctrine Carter », définie après la chute du Chah et l'intervention soviétique en Afghanistan et respectée par l'administration Reagan. Elle vise à la création d'un « consensus stratégique » parmi certains pays pro-occidentaux au Moyen-Orient, évidemment sous les auspices des États-Unis, dans le but de sauvegarder la « sécurité du Golfe ». Shoufani nous explique la stratégie de l'État juif face à ses principaux rivaux, l'Égypte et l'Arabie séoudite, dans le contexte de cette politique américaine. Pour lui, Israel est parvenu – avec l'accord des États-Unis – à isoler l'Égypte au Moyen-Orient et à faire perdre au régime du président Sadate toute représentativité du monde arabe qui lui aurait dévolue s'il avait apporté une contribution à la solution du problème palestinien. De plus, Israël s'est opposé au renforcement de l'armée égyptienne et a oeuvré en vue de l'empêcher de jouer un rôle important dans le Golfe ou en Afrique dans le cadre de la stratégie américaine. Ayant neutralisé le régime de Sadate, le gouvernement Begin observe attentivement chaque initiative de Washington en direction de l'Arabie séoudite. Il a combattu la vente par les États-Unis des avions AWACS au gouvernement de Riyad, s'est opposé à la fourniture d'un équipement militaire sophistiqué à l'armée séoudienne et, selon le même principe, a rejeté le plan Fahd.

L'exposé de Michel Tatu est également fort intéressant. Le journaliste du *Monde* passe rapidement en revue l'évolution de la position de la France dans le conflit du Moyen-Orient, à partir de la guerre des 6 jours, position qui se distingue de celle de ses partenaires au sein de la CEE. Il explique ensuite comment et pourquoi l'Europe a une approche plus sophistiquée que celle des États-Unis des problèmes moyen-orientaux et a pris ses distances par rapport à la politique américaine.

Deux exposés sont consacrés à la politique soviétique au Moyen-Orient. Tous deux rappellent qu'en 1977-78 Moscou avait engagé des négociations directes avec Washington pour la limitation des activités militaires dans l'océan Indien, mais que les pourparlers avaient été suspendus par les responsables américains, puisqu'en 1980, Brejnev avait suggéré une garantie internationale pour la sécurité du transport pétrolier dans le Golfe et l'océan Indien, sans réponse de la part de Washington. Dans le premier exposé, celui de Khalidi, l'auteur trouve que les États-Unis ont intérêt à séparer « la Palestine » et « le Golfe » tandis que l'URSS au contraire a intérêt à établir un lien entre eux. Dans le deux-

ième exposé, celui de Kovtounovitch, l'auteur critique la politique de Washington au Moyen-Orient, qui, estime-t-il, relègue au second plan la solution du conflit arabo-israélien et le problème palestinien, pour accorder priorité à la « menace soviétique », qu'il qualifie de « mythe ». Cette politique, affirme-t-il, vise à créer un bloc de défense régional formé d'Israël et de régimes arabes conservateurs et à semer la désunion entre les autres États de la région.

Dans l'exposé sur la politique américaine au Moyen-Orient, l'auteur se garde de préconiser une politique autre que celle de Washington à l'égard de l'OLP ou le refus de tout contact direct avec la centrale palestinienne « sans conditions préalables », c'est-à-dire sans reconnaissance explicite d'Israël par la centrale palestinienne.

Alors qu'il est difficile de démêler les intérêts et les stratégies des différents protagonistes au Moyen-Orient, cette série de conférences contribuera à apporter quelques éclaircissements à tous ceux qui s'intéressent à cette partie du monde.

Norma SALEM et Nelly NAJJAR

Centre for Developing-Area Studies, McGill University, Montréal
Département de science politique, Université du Québec à Montréal

EL MALLAKH, Ragaei et EL MALLAKH, Dorothea H. (Eds.) *Saudi Arabia: Energy, Developmental Planning, and Industrialization*. Lexington, (Mass.), Lexington Books, 1982, 221 p.
LOONEY, Robert E. *Saudi Arabia's Development Potential: Application of an Islamic Growth Model*. Lexington (Mass), Lexington Books, 1982, 381 p.

Au cours des dernières années et plus particulièrement depuis la majoration de 70 % des prix affichés du pétrole brut en 1973 par les pays membres de l'Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole (OPAEP), et par la suite le quadruplement des prix des bruts de tous les autres membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), le golfe arabo-persique a connu un regain d'intérêt. Par le fait même, les livres et les colloques traitant des États de la région se sont multipliés. Ces deux ouvrages proposent un ensemble d'analyses des perspectives de développement économique d'un des principaux membres de l'OPEP et de l'OPAEP: l'Arabie Saoudite. C'est incontestablement le pays qui possède les plus grandes réserves pétrolières de l'OPEP, un ratio réserves/production relativement élevé, une capacité d'absorption limitée et enfin, il a une influence déterminante au sein de l'OPEP et face à l'évolution des prix pétroliers.

Après avoir fourni des informations et des données pertinentes sur l'environnement physique, social, politique, religieux et économique en Arabie Saoudite, Robert Looney construit une série de modèles économétriques afin de faire certaines prévisions sur les principales variables macro-économiques: consommation, investissements, dépenses gouvernementales, revenus gouvernementaux etc.. Par la suite, l'auteur bâtit un modèle économétrique global de l'économie saoudienne qui examine les problèmes associés à la croissance économique du pays. Le but de l'auteur est, d'une part, de combler un vide constitué par l'absence d'un modèle de l'économie et, d'autre part, de démontrer pourquoi certaines décisions dans la planification furent mauvaises et nocives à la croissance de l'économie saoudienne.

Plusieurs conclusions intéressantes ressortent:

- Le pétrole brut et l'industrie du raffinage constitueront une part décroissante du PNB en l'an 2000.
- La consommation personnelle augmentera mais l'investissement privé déclinera en pourcentage du revenu national, tandis que le revenu généré par l'industrie autre que pétrolière formera une large part du PNB.
- Pour maintenir un sentier de croissance économique stable à court, moyen et long termes, les revenus pétroliers doivent être divisés de façon optimale entre les fonds destinés pour un usage interne, sous contrainte de la capacité d'absorption et ceux destinés à l'investissement à l'étranger.
- L'économie saoudienne devrait s'approcher de l'auto-suffisance, sans se baser seulement sur l'industrie pétrolière, vers la fin du siècle.
- La croissance de l'économie saoudienne serait capable de se maintenir à un niveau élevé dans un haut taux d'inflation. En même temps, la main-d'oeuvre étrangère va